

## SOS Faim

Un soutien  
au quotidien

SOS Faim – Action pour le développement vous donne rendez-vous chaque premier mercredi du mois pour découvrir le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire. L'association mène ses activités dans un esprit non pas d'assistantat mais de partenariat et appuie des programmes élaborés et gérés par des acteurs locaux afin d'améliorer les conditions de vie des populations qui prennent en main leur propre développement.

Fondée en 1993, SOS Faim Luxembourg est une organisation non gouvernementale (ONG) de développement indépendante et agréée par le ministère des Affaires étrangères. Elle est présente dans neuf pays d'Afrique (Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Ethiopie) et soutient vingt-sept partenaires impliqués dans la microfinance ou le renforcement de l'agriculture familiale, comme le font diverses organisations paysannes. Outre un appui en termes de moyens d'action, SOS Faim est attentive à renforcer les capacités des acteurs locaux afin qu'ils soient en mesure de faire entendre leur voix, celle des plus défavorisés qui font pourtant preuve d'un immense courage quotidien.

Qu'est-ce qu'une  
exploitation familiale  
en Afrique?

- des surfaces inférieures à un hectare;
- une productivité faible;
- peu ou pas d'accès aux intrants;
- peu ou pas d'irrigation;
- pas de stockage, ni de transformation;
- un accès limité aux marchés

C'est aussi:

- du travail pour toute une famille;
- la création d'emplois;
- le renforcement de la souveraineté alimentaire.

Le témoignage de Mme Gariko, membre de la Confédération paysanne du Burkina Faso

# Au Sud non plus, produire du lait n'est pas une sinécure

Alors que les producteurs laitiers européens se trouvent face à de graves difficultés, les producteurs laitiers africains espèrent que cette crise du lait débouchera sur une prise en compte globale des problèmes. Et non, comme de coutume, sur une politique de «bouchage de trous» qui, en définitive, a systématiquement des répercussions négatives sur les pays en voie de développement.

■ «Paysans du Nord ou du Sud, nous sommes tous menacés de disparaître.»

Leader paysan, membre de la Confédération paysanne du Burkina Faso, Mme Gariko est venue à Esch-sur-Alzette participer au débat qui a suivi la projection du film documentaire *Vers un crash alimentaire* organisée par SOS Faim dans le cadre du festival AlimenTerre du 15 octobre dernier.

Son témoignage a captivé l'attention du public et les conversations à bâtons rompus se sont poursuivies longuement. Si le contexte varie, les faits sont les mêmes: les paysans du Sud et du Nord ne parviennent plus à vivre de leur travail. Certes, les producteurs laitiers du Burkina Faso n'ont pas à payer les taxes auxquelles sont tenus les producteurs européens, mais leurs vaches produisent de un à cinq litres de lait par jour, contre 35 à 40 pour les vaches européennes. Est-il exemple plus éloquent pour comprendre l'ineptie d'une fixation mondiale du prix du lait?

Avec ses 35 vaches (un cheptel plus important que la moyenne des éleveurs burkinabés), Mme Gariko peut-elle subvenir aux besoins de sa famille alors que le prix du sac de riz a augmenté de 50 % depuis deux ans?

Aujourd'hui, les cours mondiaux du lait sont fixés à partir de la filière ayant atteint la plus forte rentabilité, celle de la Nouvelle-Zélande qui cumule des avantages climatiques, génétiques et



Au Burkina Faso, les vaches produisent de un à cinq litres de lait par jour, contre 35 à 40 pour les vaches européennes

technologiques. Mme Gariko préside l'Union des mini-laiteries et des petits producteurs de lait créée en 2007 au Burkina Faso dans le but de défendre l'activité laitière et d'accompagner les petits producteurs. Cette organisation est soutenue par la Confédération paysanne du Burkina Faso qui agit comme un syndicat agricole.

Les revendications sont simples: avoir le droit de consommer et de produire localement, lutter contre les politiques de libre-échange et obtenir que la taxation du lait importé fixée aujourd'hui à 5 % passe à 35, voire à 50 %, afin que les producteurs burkinabés soient soutenus sur le marché local et non plus défavorisés.

Ces objectifs correspondent à l'impératif de remédier aux échecs des politiques mondiales qui ont répandu la faim, notamment par le biais des subventions à l'exportation qui ont dénaturé le commerce en permettant à l'agroalimentaire d'avoir la main-

mise sur les marchés mondiaux.

Mais les temps changent, se réjouit Mme Gariko: «Depuis cinq ans, on voit les choses bouger enfin: le président Blaise Compaoré a fait évoluer son discours. Il parle de souveraineté alimentaire, il écoute le monde agricole...»

Avant d'être cette femme leader qui fait entendre sa voix, Mme Gariko était l'épouse d'un Peul ayant l'élevage bovin pour tradition mais sédentarisé en lisière de la capitale Ouagadougou. Alors qu'elle faisait «bouillir la marmite» en préparant et en vendant des beignets, elle a tenu tête à son époux hostile au projet d'investir la maigre épargne dans l'achat d'une vache et son veau. Mais son entêtement lui a permis de commencer ainsi à constituer un cheptel qu'elle entretenait tant bien que mal dans la rue alors que les surfaces agricoles et les pâturages étaient peu à peu grignotés par l'urbanisation. Lorsque, neuf ans plus tard, en 1998, les autorités locales ont interdit la vente du lait après la détection de problèmes sanitaires, Mme Gariko a refusé de s'avouer vaincue. Elle a entrepris de créer une unité de transformation artisanale du lait afin de poursuivre sa commercialisation sous forme de yaourts, un produit à plus haute valeur ajoutée que le lait. C'est ainsi qu'elle est parvenue à sauver le tissu commercial tout en venant en aide à ses voisins, touchés comme elle par l'interdiction de vendre le lait contaminé. Dès lors, elle a fait fructifier cette notoriété naissante en s'appliquant à rechercher les moyens d'améliorer toujours davantage les conditions de production et les débouchés: la mutualisation des services techniques et vétérinaires fut l'une des innovations apportées au quartier par la mini-laiterie Gariko.

Le modèle des mini-laiteries repose en effet sur un engagement mutuel entre structures de collecte et éleveurs: tout en assurant

un approvisionnement minimum de la mini-laiterie, ces derniers sécurisent leurs revenus.

Plus tard, un terrain de 50 hectares a été acquis avec les autres membres du groupe afin de pouvoir enfin mener l'activité pastorale dans un cadre rural et non plus en bordure de la ville. Trente-cinq familles ont déjà pu être réinstallées à la campagne grâce à ce projet. Depuis peu, les animaux sont nourris de tourteaux de soja: auparavant, ils recevaient des tourteaux de coton, mais les éleveurs n'en veulent plus depuis que la production de coton du Burkina est à 60 % d'origine transgénique!

«Chaque filière est autonome. L'arrivée d'organismes génétiquement modifiés dépend de la conviction des leaders de la filière et chez les producteurs de lait, nous ne voulons pas de cette bombe à retardement que sont les OGM pour la santé des populations!», explique Mme Gariko.

Aujourd'hui, Mme Gariko est une femme fière qui fait vivre sa famille et participe à la transformation politique de son pays. «Être leader est plus difficile pour une femme que pour un homme car il faut assumer une fonction sans délaisser sa famille. La femme leader doit être forte, avoir des convictions et savoir s'imposer. Si j'en suis là aujourd'hui, c'est aussi grâce aux ONG du Nord qui nous ont appris à ne pas nous laisser faire. Le renforcement des capacités nous a permis de dire haut et fort ce que nous voulons. C'est l'appui au renforcement des capacités qui obligera les politiques à changer!» En saluant le rôle des ONG du Nord, Mme Gariko souligne l'importance de l'appui en matière d'éducation et de formation, deux aspects souvent moins visibles que l'appui aux projets, mais dont la portée se révèle non moins fondamentale.

■ Texte: Marine Lefebvre

Retrouver l'interview de Mme Gariko sur [www.sosfaim.lu](http://www.sosfaim.lu)



Mme Gariko est venue à Esch-sur-Alzette pour participer à un débat organisé par SOS Faim (Source: SOS Faim)